

Emploi et chômage en France : de nouvelles solutions (n.2922)

Problèmes économiques

La Documentation française

Problèmes économiques

N° 2.922

25 avril 2007

DOSSIER : Emploi et chômage en France, de nouvelles solutions

Les conditions de retour à l'emploi des chômeurs : l'activation " à la française "

Revue du Marché commun et de l'Union européenne

Chantal Euzéby

La question du retour à l'emploi des chômeurs et des bénéficiaires de l'aide sociale est aujourd'hui devenue essentielle. Le Danemark et le Royaume-Uni font figure en Europe de référence en la matière. Les Danois ont développé un modèle d'activation, actuellement très en vogue en France, celui de la flexicurité. Quant aux Britanniques, ils ont emprunté la voie typiquement anglo-saxonne du *workfare*. Ces dispositifs cherchent chacun à sa manière à favoriser la réarticulation entre le marché du travail, la protection sociale et la formation. Depuis la fin des années 1980, la France oscille, au gré des réformes institutionnelles successives, entre ces deux modèles. L'auteur estime que l'activation " à la française " peut constituer une troisième voie structurante pour la protection sociale mais que tout dépend désormais de la capacité des pouvoirs publics à concevoir des politiques de l'emploi cohérentes.

Faiblesses et voies de réforme de la protection de l'emploi en France

Regards économiques

Alexis Parmentier

La France se caractérise, parmi les pays de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), par une législation de la protection de l'emploi (LPE) particulièrement contraignante. Pour beaucoup d'économistes, cette caractéristique est une des raisons du niveau élevé du chômage, depuis plus de vingt ans, et du développement des inégalités sociales. Les niveaux de protection de l'emploi sont, en France, très différents selon les types de contrats, ce qui engendre une forte segmentation du marché du travail sans avoir pour autant un effet bénéfique sur les créations d'emplois. Le gouvernement a cherché à remédier à cette situation en introduisant de nouveaux contrats de travail comme le contrat nouvelles embauches (CNE) ou le contrat première embauche (CPE). Selon l'auteur, cette solution n'est pas appropriée et est inévitablement vouée à l'échec. Il préconise une réforme plus ambitieuse construite autour d'un contrat de travail unique à droits progressifs (CUP) qui permettrait d'assouplir la LPE, de créer davantage d'emplois, de protéger plus efficacement les personnes et de réduire les inégalités entre les travailleurs.

L'indemnisation du chômage : éléments pour une réforme

Sociétal

Bruno Coquet et Arnaud Sylvain

La réforme de l'assurance-chômage fait l'objet de débats récurrents qui soulignent le plus souvent la difficulté d'engager sur ce dossier un dialogue constructif entre les partenaires sociaux. Si le MEDEF est, en effet, désireux d'alléger le coût du travail, les syndicats sont, eux, soucieux d'améliorer l'indemnisation des chômeurs. Les auteurs proposent ici un projet de réforme de l'assurance-chômage qui permettrait selon eux de surmonter les clivages traditionnels entre patronat et syndicats en rendant le système - qui semble aujourd'hui à bout de souffle - plus équitable et plus efficace économiquement.

La contribution sur la valeur ajoutée peut-elle favoriser la création d'emplois ?

Revue de l'OFCE

Xavier Timbeau, Christophe Blot, Éric Heyer et Mathieu Plane

L'instauration de la CSG (contribution sociale généralisée) - impôt direct créé en 1991 - devait permettre, dans un contexte de chômage élevé et de déficit des comptes sociaux, d'élargir le financement de la sécurité sociale. Ce dispositif rencontre aujourd'hui certaines limites. La mise en place d'une contribution sur la valeur ajoutée (CVA) modifierait de façon radicale le financement de la sécurité sociale en répondant à un double objectif : élargir la base du financement de la protection sociale et favoriser la création d'emplois. Le principe de la réforme consisterait - sachant que la part des salaires dans la valeur ajoutée a considérablement baissé depuis le début des années 1980 - à créer une nouvelle cotisation assise directement sur la valeur ajoutée en contrepartie d'une baisse des cotisations sociales employeurs. Les auteurs estiment que la CVA serait en moyenne neutre pour les entreprises, mais induirait une modification du coût relatif entre le capital et le travail au profit de ce dernier. La réforme pourrait entraîner la création de 130 000 emplois en quatre ans. Quant aux effets négatifs du dispositif, aucun ne semble fondamentalement rédhibitoire.

EGALEMENT DANS CE NUMERO

FORMATION

L'Université française en déclin ?

Futuribles

Jean-Jacques Salomon

Les universités font régulièrement l'objet d'évaluations et de classements mondiaux. Dans le rapport du supplément *Times Higher Education* du quotidien britannique *Times*, le dernier en date, la France se situe, grâce à l'École normale supérieure de Paris (ENS) - qui n'est d'ailleurs pas une université - au 18e rang. L'insuffisance des moyens budgétaires, le manque d'autonomie, le mode d'affectation des crédits ainsi que le statut de fonctionnaire des chercheurs et des personnels empêchent toute réforme profonde des universités françaises. Celle-ci est, selon l'auteur, pourtant nécessaire pour pouvoir continuer à accueillir des étudiants de plus en plus nombreux et réussir à mieux les orienter et éviter ainsi les 20 % de taux d'échec qui marquent les deux premières années du cursus universitaire.

INTERNET

Internet donne plus de pouvoir aux consommateurs

CREDOC - Consommation et modes de vie

Franck Lehuédé

L'Internet est devenu un moyen de plus en plus utilisé par le consommateur pour préparer ou concrétiser ses achats. Le Crédoc a mené récemment une enquête pour savoir si l'Internet modifiait les comportements d'achat. L'analyse des informations recueillies révèle l'existence d'un profil type de cyber-consommateurs : ces derniers donnent davantage la priorité à la recherche du meilleur rapport qualité-prix et moins à des éléments de rassurance classiques (comme des garanties de sécurité ou l'origine des produits) et à des dimensions éthiques. L'Internet, en élargissant la palette des produits disponibles, en améliorant la comparaison des prix et en offrant la possibilité d'accroître l'expertise technique des acheteurs, renforce ainsi l'exigence des consommateurs face aux vendeurs. Par ailleurs, l'Internet développe également l'achat-plaisir et incite à consommer plus.

Année d'édition : 2007 48 pages, 21x27 cm
Réf. : 3303332029228 ISSN : 0032-9304